



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions → TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Gatineau

K1A 0S5

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

PPE Procurement Division/ Division Approvisionnement
EPI

Place Du Portage → Phase III

11 rue Laurier

Gatineau

Gatineau

K1A 0S5

Title - Sujet Fridge/Freezer	
Solicitation No. - N° de l'invitation 6D024-204351/A	Date 2021-01-20
Client Reference No. - N° de référence du client 6D024-204351	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$A-002-79600	
File No. - N° de dossier aa002.6D024-204351	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-01-27 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baird(aadiv), Janice	Buyer Id - Id de l'acheteur aa002
Telephone No. - N° de téléphone (709) 682-7368 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
ANNEXE A - BESOIN	16
ANNEXE B- ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT.....	18
ANNEXE C- LISTE DES PRODUITS	20
PIÈCE JOINTE 1 – INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	21
PIÈCE JOINTE 2 - LISTE COMPLETE DES ADMNINSTRATEURS UE	22
PIÈCE JOINTE 3 - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION.	23
PIÈCE JOINTE 4 - Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM).....	24

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

*****Étant donné que de nombreuses personnes travaillent actuellement à domicile, et dans le but de réduire la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) au sein des collectivités, les soumissionnaires doivent transmettre leur offre par voie électronique en utilisant le service Connexion postal ou par télécopieur (819-997-9776). Les soumissions sur papier ne seront pas acceptées.**

1.1 Exigences relatives à la sécurité

La présente demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Besoin

L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), Le dépôt des services d'urgence a un besoin d'approvisionnement et de livraison des articles identifiés dans l'annexe A, dans le cadre de la réponse du Canada à la pandémie COVID-19.

1.3 Comptes rendus

Il n'y aura pas de comptes rendus au sujet des résultats de l'appel d'offres.

1.4 Exception relative à la sécurité nationale

Le présent contrat est mis en place par le Canada dans le cadre de sa réponse à la pandémie de COVID19.

Les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans les accords commerciaux ont été invoquées; ce contrat est donc entièrement exclu de l'ensemble des modalités de tous les accords commerciaux.

1.5 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour présenter leur soumission par voie électronique. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2 intitulée « Instructions à l'intention des soumissionnaires » et la partie 3 intitulée « Instructions pour la préparation des soumissions » de la demande de soumissions, pour de plus amples renseignements.

PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat \(CCUA\)](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-etconditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-etconditions-uniformisees-d-achat>) publié par Services publics et Approvisionnement Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat.

Le document [2003](#) (2020-05-28), intitulé Instructions uniformisées — biens ou services — besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées — biens ou services — besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.1.1 SACC Manual Clauses

Clause B1000T (2014-06-26) du Guide des CCUA, Condition du matériel

Clause B3000T (2006-06-16) du Guide des CCUA, Produits équivalents

2.2 Réception des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions au moyen de Connexion postel ou par télécopieur 819-997-9776.

Remarque 1 : Pour les soumissionnaires qui utilisent Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions de la région de la capitale nationale (RCN), l'adresse électronique est :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca (adresse courriel du service Connexion postel)

Remarque 2 : Les soumissions envoyées directement à cette adresse courriel ne seront pas acceptées. Cette adresse courriel sera utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, comme l'indique les Instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des soumissions par message Connexion postel si le soumissionnaire utilise son propre contrat de licence du service Connexion postel.

L'adresse ci-dessus est indiquée uniquement aux fins de soumission. Aucune autre communication ne doit y être envoyée.

Aucune proposition ne doit être envoyée directement à l'autorité contractante de TPSGC.

2.3 Demandes de renseignements — en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins one (1) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

Les soumissionnaires devraient indiquer aussi fidèlement que possible l'article numéroté de la demande de soumission auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, excepté si le gouvernement considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le gouvernement peut réviser les questions ou demander à l'entrepreneur de le faire, pour éliminer la mention « exclusif », et ainsi permettre que les réponses soient transmises à tous les entrepreneurs. Le gouvernement peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les entrepreneurs.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province canadienne de l'Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

x Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement
(BOA)

x Tribunal canadien du commerce extérieur
(TCCE)

- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 — INSTRUCTIONS RELATIVES À LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

Étant donné que de nombreuses personnes travaillent actuellement à domicile, et dans le but de réduire la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) au sein des collectivités, les soumissionnaires doivent transmettre leur offre par voie électronique en utilisant le service Connexion postel ou par télécopieur (819-997-9776). Les soumissions sur papier ne seront pas acceptées.

3.1 Instructions relatives à la préparation des soumissions

3.1.1 Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message envoyé et une limite de 20 Go par conversation. Les documents de l'offre doivent être groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Section I: Proposition technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences

Section II: Proposition financière

- a. **Établissement du prix et livraison** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Base de paiement, y compris l'annexe B — Base de paiement.
- b. **Tous les coûts doivent être compris :** La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute quantité additionnelle. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter la **pièce jointe 1** « Instruments de paiement électronique », afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si la **pièce jointe 1** « Instruments de paiement électronique » n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Lieu d'origine de la fabrication

Les soumissionnaires doivent fournir le nom, l'adresse et le pays des fabricants de l'article, y compris les sous-traitants qui seront utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat.

Les services du ou des fabricants ou sous-traitants suivants seront utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat :

a. Nom et adresse complète du fournisseur ou du sous-traitant :

b. Emplacement des travaux :

(veuillez fournir l'adresse complète si celle-ci est différente de l'adresse fournie au point a.)

c. Nature des travaux réalisés par le fabricant ou sous-traitant :

(Saisissez les renseignements sur chaque fabricant ou sous-traitant.)

L'entrepreneur ne pourra avoir recours qu'aux services des fabricants ou des sous-traitants dont le nom figure ci-dessus, à moins d'avoir obtenu la permission écrite du Canada.

Le soumissionnaire consent à ce que le Canada divulgue publiquement les renseignements fournis en lien avec les pays d'origine.

Les soumissionnaires doivent immédiatement aviser le Canada par écrit de toute modification ayant une incidence sur les renseignements fournis au titre de la présente clause pendant toute la période de validité de la soumission.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

3.1.3 Informations requises - clauses du contrat subséquent

Le Soumissionnaire doit fournir les informations manquantes requises pour compléter la partie 6, Clauses du contrat subséquent.

PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du gouvernement du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères obligatoires techniques

Les critères d'évaluation techniques obligatoires sont les suivants :

TABLEAU 1 : Critères relatifs aux capacités obligatoires du soumissionnaire

ITEM	CRITÈRES	RÉFÉRENCE À LA JUSTIFICATION DANS L'OFFRE TECHNIQUE
O1	<p>Liste des produits</p> <p>Les soumissionnaires doivent inclure une liste complète des produits indiquant : le nom du produit ainsi qu'une description détaillée, le numéro de pièce, le nom du fabricant; l'emplacement du fabricant, etc. Les soumissionnaires sont priés d'utiliser le formulaire fourni à l'annexe C.</p>	
O2	<p>Documents techniques fournis à l'appui</p> <p>Les soumissionnaires doivent fournir des brochures ou données techniques qui démontrent le respect du besoin tel qu'il est décrit à l'annexe A.</p>	
O3	<p>Calendrier de livraison et capacité d'approvisionnement</p> <p>Les soumissionnaires s'engagent à livrer les vingt (20) unités au plus tard le 29 janvier 2021. Les soumissionnaires pourraient également fournir des informations sur leur capacité d'approvisionnement pour des quantités supplémentaires.</p>	

4.1.2 Évaluation financière

Le Canada calculera un prix évalué en conformité avec les prix fournis dans le **tableau 1**, de l'**Annexe B** Base de paiement.

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

a. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes en dollars canadiens, les taxes applicables sont exclues, les Incoterms 2020 DDP (Ottawa, ON), les frais de transport inclus, tous les droits de douane et taxes d'accise applicables inclus.

b. Le soumissionnaire doit proposer un prix unitaire ferme pour tous les articles y compris la quantité d'option, à un maximum de deux décimales, conformément à l'annexe B, Base de paiement, tableau 1.

4.1.2.2 Clauses du Guide des CCUA

[A9033T](#) 2012/07/16 Capacité financière

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de l'invitation à soumissionner et doit rencontrer tous les critères d'évaluation techniques et financiers obligatoires pour être jugée recevable.

Le Canada se réserve le droit d'attribuer un ou plusieurs contrats pour toute soumission recevable afin de répondre à son besoin global. Le Canada se réserve le droit de tenir compte de nombreux facteurs dans l'attribution d'un ou de plusieurs contrats, y compris, mais sans s'y limiter :

- a. a. le produit et la capacité du soumissionnaire décrits en réponse à O1, O2 et O3 ;
- b. b. la capacité du soumissionnaire à respecter la date de livraison obligatoire ou le délai le plus court ;
- c. c. le soumissionnaire peut fournir les produits identifiés à l'annexe A ;
- d. d. le prix proposé par le soumissionnaire.

Le fait qu'une offre ait été déclarée recevable ne signifie pas que le soumissionnaire se sera vu garantir un contrat.

Cette base de sélection ne limite pas les droits du Canada énoncés dans les Instructions uniformisées - Biens ou services - Marchés concurrentiels de 2003 (2020-05-28).

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgcpgwsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgcpgwsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.1.2.1 Certification de conformité

Le soumissionnaire certifie que tous les produits proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la durée du contrat, au besoin décrit sous **Annexe A**.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous doivent être remis de pair avec la soumission, mais peuvent l'être aussi ultérieurement. Si l'une de ces attestations ou l'un de ces renseignements supplémentaires n'est pas rempli et fourni comme demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. Si le soumissionnaire ne fournit pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, sa soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité — documentation exigée

Conformément à la section intitulée Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit fournir la documentation requise, selon le cas, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi accessible au bas de la page du [site Web d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) — Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/canada(edsc)—travail(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equiteemploi/programme-contrats-federaux.html)) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equiteemploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire ou tout membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, figure sur la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » au moment de l'attribution du contrat. **(compléter l'annexe 3)**

5.2.3 Attestation du fabricant original de matériel

- (i) Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant original de l'ensemble du matériel proposé dans le cadre de sa soumission doit présenter un certificat signé par le fabricant original du matériel (et non par le soumissionnaire) attestant que le soumissionnaire est autorisé à fournir son matériel et à en assurer la maintenance. Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas le fabricant original du matériel proposé au Canada à moins que l'attestation du fabricant n'ait été fournie au Canada. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de certificat du formulaire d'attestation du fabricant original du matériel (FOM) présenté dans la demande de soumissions à la pièce jointe 3 à la partie 5 de la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FOM, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires et des FOM qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (ii) Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs FOM, un certificat distinct doit être présenté pour chacun des FOM.
- (iii) Aux fins de la présente demande de soumissions, FOM désigne le fabricant du matériel, comme en témoigne le nom qui apparaît sur le matériel et sur tous les documents connexes.

PARTIE 6 — CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

Le présent contrat est établi par le Canada dans le cadre de sa réponse à la pandémie de la COVID-19.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

Le contractant doit fournir les éléments détaillés sous la rubrique "Exigence" de l'annexe A.

6.2.1 Besoin optionnel

- a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'obtenir les biens et les services ou les deux qui sont décrits à l'annexe B en vertu des mêmes conditions et aux prix et aux taux établis dans le contrat.
- b) **Option d'achat d'unités supplémentaires** : L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter des unités supplémentaires. L'autorité contractante peut exercer l'option d'acheter des unités supplémentaires à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditionsuniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditionsuniformisees-d-achat>) publié par Services publics et Approvisionnement Canada.

6.3.1 Conditions générales

Le document [2010A](#) (2020-05-28), Conditions générales – biens (complexité moyenne), s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel
 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence
 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence
 s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est de la date du contrat au 31 juillet 2021 inclus.

6.4.2 Date de livraison

Les produits livrables initiaux doivent être reçus au plus tard le 3 février 2021 pour les articles 1 et 2, le 24 février 2021 pour l'article 3 et le 3 mars 2021 pour l'article 4.

6.4.3 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison indiqués à l'annexe A du contrat.

Public Health Agency
of Canada c/o EY
Centre 4899 Uplands
Drive
Ottawa, ON, K1V 2N6

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Janice Baird
Titre : Spécialiste de l'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Secteur d'intervention en cas de pandémie
Gouvernement du Canada
Ottawa, ON

Courriel : janice.baird2@pwgsc-tpsgc.gc.ca
Numéro de téléphone : 709-682-7368

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes verbales ou écrites par toute autre personne que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique (à remplir au moment de l'attribution du contrat seulement)

Le responsable technique dans le cadre du contrat est :

Nom : _____
Titre : _____

Organisation : _____
Adresse : _____

Numéro de téléphone : ____ ____ ____
Courriel : _____

Le responsable technique dont le nom figure ci-dessus représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (à remplir par le soumissionnaire)

Le numéro de téléphone (y compris le poste, le cas échéant) de la personne responsable :

Renseignements généraux

Nom : _____

N° de tél. : _____ poste : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

N° de tél. : _____ poste : _____

Courriel : _____

NEA (numéro d'entreprise-approvisionnement) si disponible :

Si vous ne détenez pas déjà de NEA, nous vous invitons à vous en créer sur le lien suivant :

<https://srisupplier.contractsCanada.gc.ca/indexfra.cfm?af=ZnVzZWJldGlubj1yZWdpc3Rlci5pbmRybyZpZD00&lang=fra>

6.6.1 Base de paiement**Besoin**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme précisé dans l'annexe B, Base de paiement, Tableau 1 selon un montant total de _____ \$ (***sera indiqué seulement au moment de l'attribution du contrat***). Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

Besoins optionnels

Si le Canada décide d'exercer son option d'acheter des quantités supplémentaires, il payera l'entrepreneur un prix unitaire ferme, comme précisé dans le tableau 1.1 à l'annexe B, Base de paiement. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Méthode de paiement

Guide des CCUA, clause C2000C (2007-11-30) Taxes – Fournisseurs étrangers

Guide des CCUA, clause H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

6.6.3 Paiement électronique des factures – Contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international)
- b. Échange de données informatisées (EDI)
- c. Virement télégraphique (international seulement)

6.7 Instructions relatives à la facturation

6.7.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des Conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux indiqués sur la facture ne soient achevés.

6.7.2 L'entrepreneur doit soumettre les factures de la manière suivante :

- a) L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse ci-dessous pour attestation et paiement.

Santé Canada — ASPC
Opérations comptables Est, factures P2P
18^e étage, pièce 1855C
200, promenade Eglantine
Immeuble Jeanne-Mance, Pré
Tunney Ottawa (Ontario) K1A 0K9

- b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante désignée à la section « Responsables » du contrat.
- c) Les factures et les confirmations de commandes peuvent être envoyées par courriel à l'adresse : hc.p2p.east.invoices-factures.est.sc@canada.ca
- d) Pour faciliter le paiement, il est important que l'entrepreneur indique le numéro de contrat sur toutes les factures, tous les avis d'expédition et les bordereaux d'emballage. Si l'entrepreneur omet de le faire, il pourra subir un retard de paiement et la date utilisée comme base du calcul des intérêts des comptes en souffrance sera reportée.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indications contraires, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que l'entente de mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi conclue avec le Programme du travail d'EDSC doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considérée comme un manquement de l'entrepreneur aux modalités du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur la liste.

- a) Les Articles de l'Entente;
- b) les conditions générales 2010A (2020-05-28), Conditions générales – biens (complexité moyenne);

c) les conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01) - Hardware Purchase, Lease and Maintenance;4003 (2010-08-16) – Licensed Software; and4004 (2013-04-25) – Maintenance and Support Services for Licensed Software

d) l'annexe A – Besoin;

e) l'annexe B – Base de paiement;

f) L'annexe C – Liste de Produit;

g) La soumission de l'entrepreneur datée du _____ (insérer la date de la soumission).

6.11 Clauses du guide des CCUAGuide des CCUA, clause G1005C (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulièreGuide des CCUA, clause B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentairesGuide des CCUA, clause D2001C (2007-11-30), ÉtiquetageGuide des CCUA, clause D2025C (2017-08-17), Matériaux d'emballage en boisGuide des CCUA, clause D6010C (2007-11-30) Palletisation**6.12 Instructions pour l'expédition****6.12.1 Instructions d'expédition – livraison à destination**

Les marchandises seront expédiées à l'endroit indiqué dans le contrat.

Rendu droits acquittés (DDP) dans trois endroits principaux à travers le pays; Ottawa, ON, selon les Incoterms^{MD} 2010, pour les expéditions en provenance d'un fournisseur commercial.

L'entrepreneur sera responsable de tous les frais de livraison, d'administration, des coûts et des risques de transport et de dédouanement, y compris le paiement des droits de douane et des taxes.

6.13 Règlement des différends

a) Les parties conviennent d'assurer une communication ouverte et honnête à propos des travaux pendant et après l'exécution du contrat.

b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du contrat et la résolution des problèmes ou des différends qui peuvent survenir, et d'aviser les autres parties dans les moindres délais en cas de problème ou de différend.

c) Les parties conviennent que, si elles n'arrivent pas à régler un différend par la consultation et la coopération, elles consulteront un tiers neutre offrant des services de modes alternatifs de règlement des différends.

d) Les options en matière de services de mode alternatif de règlement des différends peuvent être consultées sur le site Web Achats et ventes du Canada à la rubrique « Règlement des différends ».

ANNEXE A - BESOIN

Le présent contrat est établi par le Canada dans le cadre de sa réponse à la pandémie de la COVID-19.

L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) doit acquérir des ensembles réfrigérateurs-congérateurs combinés de qualité pharmaceutique/de laboratoire pour faciliter la distribution et l'entreposage des vaccins au Canada. La réception à venir de vaccins contre la COVID-19 en quantité suffisante pour toute la population canadienne nécessitera des ensembles réfrigérateurs-congérateurs combinés. Il est essentiel que les températures exigées soient respectées pendant la distribution et l'entreposage de ces vaccins.

Dans le cadre du présent besoin, l'ASPC souhaite acheter des réfrigérateurs-congérateurs de qualité pharmaceutique/de laboratoire afin d'outiller les cliniques qui appuient la vaccination de moins de 50 000 personnes, comme indiqué au tableau 1.

1. Petit ensemble réfrigérateur-congérateur vertical combiné de qualité pharmaceutique/de laboratoire
 - a. La longueur ou la largeur doit faire moins de 600 mm.
 - b. Volume du compartiment de réfrigération : 5 à 10 pi³
 - c. Plage de température minimale du compartiment de réfrigération : 2 °C à 8 °C
 - d. Volume du compartiment de congélation : 1 à 4 pi³
 - Doit pouvoir contenir au moins une boîte faisant :
 - 267 mm de longueur x 169 mm de largeur x 135 mm de hauteur
 - e. Plage de température minimale du compartiment de congélation : -20 °C à -25 °C
 - f. Livraison dès que possible, à raison d'au moins 6 par semaine à compter du 3 février
 - g. Les compartiments de réfrigération et de congélation doivent avoir des systèmes de refroidissement distincts.
 - h. Branchement électrique de type NEMA 5-15
2. Moyen ensemble réfrigérateur-congérateur vertical combiné de qualité pharmaceutique/de laboratoire
 - a. Volume du compartiment de réfrigération : 10 à 15 pi³
 - b. Plage de température minimale du compartiment de réfrigération : 2 °C à 8 °C
 - c. Volume du compartiment de congélation : 4 à 10 pi³
 - Doit pouvoir contenir au moins six boîtes faisant :
 - 267 mm de longueur x 169 mm de largeur x 135 mm de hauteur
 - d. Plage de température minimale du compartiment de congélation : -20°C to -25°C
 - e. Livraison dès que possible, à raison d'au moins 3 par semaine à compter du 3 février
 - f. Les compartiments de réfrigération et de congélation doivent avoir des systèmes de refroidissement distincts.
 - g. Branchement électrique de type NEMA 5-15
3. Petit réfrigérateur pharmaceutique/de laboratoire
 - a. La longueur ou la largeur doit faire moins de 600 mm.
 - b. Volume du compartiment de réfrigération : 2 à 4 pi³
 - c. Plage de température minimale du compartiment de réfrigération : 2 °C à 8 °C
 - d. Livraison dès que possible et au plus tard le 24 février
 - e. Branchement électrique de type NEMA 5-15
4. Moyen réfrigérateur pharmaceutique/de laboratoire
 - a. La longueur ou la largeur doit faire moins de 600 mm.
 - b. Volume du compartiment de réfrigération : 5 à 7 pi³

N° de l'invitation - Sollicitation No.

6D024-204351/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

6D024-204351

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

AA002-6D024-204351

Id de l'acheteur - Buyer ID

AA002

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

-
- c. Plage de température minimale du compartiment de réfrigération : 2 °C à 8 °C
 - d. Livraison dès que possible et au plus tard le 3 mars
 - e. Branchement électrique de type NEMA 5-15

ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT

Le soumissionnaire doit fournir le prix demandé dans le tableau suivant conformément à l'article 6.6 Base de paiement.

Le produit proposé par le soumissionnaire doivent être conformes aux spécifications énoncées à l'annexe A.

La commande ne doit pas nuire aux affectations actuelles aux structures de santé de premier échelon.

Le Canada se réserve le droit d'attribuer un ou plusieurs contrats pour toute soumission recevable afin de répondre à son besoin global.

Article 1: Proposition du fournisseur (à compléter) :

Article No.	Nom du produit	Description	Nombre d'unités	Unité	Prix unitaire	Prix calculé (Qté X prix unitaire)
1		<u>Petit</u> ensemble réfrigérateur-congélateur vertical <u>combiné</u> de qualité pharmaceutique/de laboratoire	60	Each	\$	\$
2		<u>Moyen</u> ensemble réfrigérateur-congélateur vertical <u>combiné</u> de qualité pharmaceutique/de laboratoire	30		\$	\$
3		<u>Petit</u> réfrigérateur pharmaceutique/de laboratoire	50		\$	\$
4		<u>Moyen</u> réfrigérateur pharmaceutique/de laboratoire	50		\$	\$
Total						\$

* = Prix unitaire ferme en \$ CA, DDP, frais de transport inclus, taxes applicables en sus

QUANTITÉS OPTIONNELLES

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable lui permettant d'acheter les biens décrits au tableau 1.1, selon les mêmes modalités et aux prix établis dans le contrat. L'autorité

contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

L'option peut être exercée à l'entière discrétion du Canada. Le Canada n'est pas tenu d'exercer les options pour acquérir les biens décrits dans le tableau 1.1, et ce contrat ne constitue pas un engagement à acheter de tels biens auprès de l'entrepreneur.

Tableau 2: Quantités optionnelles

Article No.	Nom du produit	Description	Nombre d'unités	Unité	Prix unitaire	Prix calculé (Qté X prix unitaire)
1		<u>Petit</u> ensemble réfrigérateur-congélateur vertical <u>combiné</u> de qualité pharmaceutique/de laboratoire	25	Each	\$	\$
2		<u>Moyen</u> ensemble réfrigérateur-congélateur vertical <u>combiné</u> de qualité pharmaceutique/de laboratoire	25		\$	\$
3		<u>Petit</u> réfrigérateur pharmaceutique/de laboratoire	25		\$	\$
4		<u>Moyen</u> réfrigérateur pharmaceutique/de laboratoire	25		\$	\$
Total						\$

ANNEXE C – LISTE DE PRODUIT

Le soumissionnaire doit inclure une liste de produits complète indiquant : le nom du produit, le nom du fabricant, le modèle et le numéro. Les soumissionnaires doivent également indiquer le point de fabrication et d'expédition de la marchandise dans le tableau suivante **selon l'Article 4.1.1 – Liste Des Produits.**

Tableau 2: Liste Des Produits:

Nom du produit ainsi qu'une description détaillée	Modèle/no de la pièce	Nom du fabricant	L'emplacement (Point) de fabrication	Point d'expédition

PIÈCE JOINTE 1 – INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

(D'après partie 3, article 3.3.1 et partie 6, article 6.6.3)

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international);
- () Échange de données informatisées (EDI); et
- () Virement télégraphique (international seulement)

N° de l'invitation - Sollicitation No.

6D024-204351/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

6D024-204351

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

AA002-6D024-204351

Id de l'acheteur - Buyer ID

AA002

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PIÈCE JOINTE 2 - LISTE COMPLETE DES ADMININSTRATEURS

(D'après partie 5, article 5.2.1)

Nom

Position

PIÈCE JOINTE 3 – PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail. B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

PIÈCE JOINTE 4 de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)****Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)**

Ce formulaire vise à confirmer que le fabricant original de matériel (FOM) nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir et à maintenir ses produits dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous

Nom du constructeur FOM

Signature du signataire autorisé du FOM

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM

Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM

Adresse du signataire autorisé du FOM

N° de téléphone du signataire autorisé du FOM

N° de télécopieur du signataire autorisé du FOM

Titre en caractères d'imprimerie

Date de signature

Numéro de la demande de soumissions

Nom du soumissionnaire